L'orthodoxie à l'école en Grèce

Orthodoxy in schools in Greece

La ortodoxia en la escuela en Grecia

Lina Molokotos-Liederman

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1468>

DOI : 10.4000/ries.1468

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2004

Pagination : 71-84

ISBN : 978-2-85420-561-8

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Lina Molokotos-Liederman, « L'orthodoxie à l'école en Grèce », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 36 | septembre 2004, mis en ligne le 18 novembre 2011, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1468> ; DOI : 10.4000/ries.1468

L'orthodoxie à l'école en Grèce

Lina Molokotos-Liederman

Toute réflexion sur la place institutionnelle, matérielle ou symbolique que l'école grecque réserve à la religion requiert un éclairage préalable sur le paysage religieux en Grèce. La culture helléno-orthodoxe a façonné la présentation de la religion dans le domaine scolaire grec. Aujourd'hui, cette culture fait face à une diversification ethnique et religieuse de la société grecque. Cela remet en question l'identification entre citoyenneté et religion, entre « grécité » et orthodoxie.

LE PAYSAGE RELIGIEUX GREC

Dans le paysage grec actuel, il y a amalgame entre religion officielle et orthodoxie vue comme religion populaire et point de référence culturel (liturgie, iconographie, rituels). La place de la religion à l'école en est le reflet.

La composition ethnique et religieuse d'autres pays européens est en effet plus diversifiée que celle de la Grèce qui, de ce point de vue, reste un pays relativement homogène : les statistiques officielles estiment que la population grecque est orthodoxe à environ 95 % (sur une population de près de onze millions d'habitants). Cependant, le degré d'homogénéité religieuse et nationale est remis en cause par l'afflux de populations immigrées. C'est un défi pour « l'orthodoxie grecque, en tant que marqueur de la grécité »¹. Les minorités religieuses les plus importantes sont les musulmans (surtout en Thrace, au nord du pays), les catholiques, les témoins de Jéhovah, les protestants, les juifs et les anciens calendaristes². La liberté de conscience et de culte est garantie pour les religions « connues » (notamment le judaïsme, l'islam, le catholicisme et le protestantisme) mais le prosélytisme en faveur ou contre n'importe quelle religion, y compris l'orthodoxie, est illégal³. Il existe également des mouvements religieux nouveaux (*New Age*, astrologie, etc.), de même que des groupes « néo-orthodoxes » conservateurs privilégiant une interprétation théologique conservatrice et helléno-centrique de l'orthodoxie, synonyme de l'identité grecque⁴.

En Grèce, la croyance en Dieu reste relativement forte : selon l'enquête européenne sur les valeurs en 1999, 93,8 % des Grecs croient en Dieu, pourcentage plus élevé que la moyenne européenne (77,4 %)⁵. Si la pratique religieuse

1. Pollis 1999, p. 187.

2. Clogg 2002.

3. Alivizatos 1999, Konidaris 2003, pp. 223-224.

4. Kokosalakis 1995, 1996, Makrides 1994, Dubisch 1990.

5. Halman 2002, Lambert 2002.

est relativement plus élevée que dans la plupart des autres pays de l'Union européenne (selon une étude grecque, l'assistance à l'église entre 1985 et 2000 semble progresser⁶), la société grecque conserve un attachement passif à l'Église, beaucoup de gens s'y rendant surtout à des occasions particulières et lors des fêtes religieuses/nationales. Ceci souligne l'importance de la religion populaire et de l'orthodoxie en tant que point de référence culturel, spirituel et historique pour la société grecque, même chez les Grecs qui ne sont pas religieux⁷.

Le paysage religieux grec est profondément marqué par les relations Église/État. La création de l'Église de Grèce coïncide avec l'indépendance de l'État grec moderne en 1827, après la domination de l'empire ottoman. Si l'Église de Grèce s'est déclarée indépendante du Patriarcat de Constantinople en 1833, cette liberté s'est érodée car elle fut placée sous l'autorité de l'État et du ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses⁸. Le positionnement de l'Église sous l'autorité du ministère de l'Éducation s'appuie sur un principe fondateur : la foi spirituelle et l'éducation en tant que fondements essentiels à la construction de l'État grec moderne⁹. Par les rapports devenus étroits entre milieux politiques et religieux, l'Église se trouva mêlée à l'histoire politique troublée du pays. De ce fait, le cours de religion est devenu un enjeu politique en Grèce. En 1975, après la révision de la constitution, toujours en vigueur, l'Église est devenue plus indépendante. Son système d'administration (sous le Saint Synode de l'Église) a limité le pouvoir de l'État sur elle¹⁰.

Selon l'article 3 de la Constitution établie au nom de la Sainte Trinité, la religion « dominante » de la population grecque est l'orthodoxie orientale sous l'autorité de l'Église autocéphale de Grèce, unie spirituellement au Patriarcat œcuménique¹¹. Ainsi, l'Église de Grèce bénéficie de privilèges légaux et financiers tels que des exemptions d'impôts et de service militaire accordées au clergé orthodoxe. Le poids de l'église orthodoxe et sa proximité avec l'État, en tant qu'institution et facteur culturel et spirituel, est en principe pris en compte par les milieux politiques grecs. Selon la constitution et les avantages qui lui sont accordés, l'Église compte sur l'État ; de même, l'État sollicite souvent l'influence de l'Église, facteur d'homogénéisation et d'unification : pendant les moments de « crises » nationales, il n'est pas extraordinaire de faire appel à l'orthodoxie en tant que source unificatrice et protectrice¹².

6. Georgiadou et Nikolakopoulos 2001.

7. Ainsi, les rites de passage se tiennent presque exclusivement à l'église ; même si le mariage civil fut instauré en 1982, la plupart des Grecs préférèrent se marier sous la bénédiction de l'église orthodoxe. Selon l'enquête européenne sur les valeurs en 1999, 89,6 % de personnes ayant répondu en Grèce (moyenne européenne : 73,6 %) veulent un service religieux pour le mariage (Halman 2001, Lambert 2002).

8. Papastathis 1999.

9. Petrou 1992.

10. Papastathis 1999.

11. Papastathis 1999.

12. Kokosalakis 1996.

Cependant, tout au long de l'histoire grecque moderne, l'autorité politique de l'État et le pouvoir spirituel de l'Église se sont heurtés. Ainsi, le gouvernement socialiste a réussi à rendre légal le mariage civil en 1982 et le divorce en 1983, malgré les protestations de l'Église¹³. De plus, la séparation administrative de l'Église et de l'État et la tentative d'expropriation des biens de l'Église par le gouvernement socialiste en 1981 furent partiellement réalisées. En ont découlé des difficultés pour le gouvernement et des compromis nécessaires. En arrière-plan, la séparation de l'Église et de l'État reste toujours en discussion malgré de nombreuses questions.

LE CADRE HISTORIQUE ET LÉGISLATIF DE L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX

Historiquement, le rôle de l'Église pour la sauvegarde de la langue, de la foi, des rites et des mœurs grecs, pendant la domination ottomane¹⁴, est symbolisé par le mythe de « l'école secrète » (*Krypho Scholeio*)¹⁵. Selon une partie de l'historiographie grecque, à la suite de la suppression et de l'interdiction des écoles grecques par le pouvoir ottoman, l'Église orthodoxe a joué un rôle prépondérant dans la sauvegarde de l'ensemble de la culture et de la langue grecques au travers des écoles dites « secrètes ». Elles fonctionnaient la nuit dans des églises et des monastères ; ses enseignants étaient des prêtres ou des moines. L'existence de ces écoles secrètes n'est pas confirmée historiquement ; aujourd'hui, on parle plutôt d'un mythe national, perpétué et symbolisé par le fameux tableau *L'école secrète* du peintre grec Nikolaos Gyzis de 1885-1886. Mythe ou non, entre les XV^e et XIX^e siècles, l'Église orthodoxe était le principal vecteur de l'enseignement de la langue grecque, de la transmission des valeurs et de la tradition orthodoxes ainsi que de la formation des enfants à l'idée d'une conscience ethnique grecque. Pourtant, les moyens se révélèrent insuffisants et les maîtres mal formés pour un enseignement de qualité. La contribution de l'Église à l'instruction des Grecs resta limitée. L'arrivée des Lumières coïncida avec la création d'écoles non religieuses, au XVII^e et XVIII^e siècles, dans de grands centres où se trouvaient des commerçants et des fonctionnaires formés ailleurs en Europe.

L'indépendance de l'État grec et la création de l'Église de Grèce marquèrent une rupture quant à la fonction spirituelle et politique de l'Église, ainsi qu'en ce qui concerne son rôle privilégié en matière d'éducation, passée sous le contrôle de l'État. Pour la première fois, l'Église était exclue de la formation des jeunes¹⁶. Dans une tentative de modernisation de l'État, le système

13. Dimitropoulos 2001.

14. Nikas 1991.

15. Liakos 1998, Kakridis 1998, Danos 2002, Angelou 1997.

16. Perselis 1997, Argyriou 1992.

d'éducation fut fortement centralisé et s'inspira du modèle allemand; les premiers établissements publics furent créés hors de l'influence de l'Église¹⁷.

Aujourd'hui, le système éducatif comprend des établissements publics et quelques établissements privés (au sens non religieux du terme)¹⁸. La centralisation du secteur éducatif est incontestable : la formation et le recrutement des maîtres du secteur public, le développement des programmes d'études, et la rédaction, l'impression et la distribution des manuels scolaires, sont assurés gratuitement par le ministère de l'Éducation et des Affaires religieuses.

Si la Constitution grecque n'exige pas explicitement un enseignement religieux, voire orthodoxe, celui-ci existe du fait du lien entre la norme orthodoxe en Grèce (article 3) et la conscience nationale et religieuse des élèves (article 16)¹⁹. En tant que norme religieuse de la majorité de la population grecque (selon l'article 3 de la Constitution) et compte tenu du poids historique de l'orthodoxie dans le développement de l'identité grecque, l'enseignement religieux constitue une forme de sauvegarde de la tradition orthodoxe, en référence à la majorité orthodoxe de la population grecque²⁰. Par ailleurs, selon l'article 16 de la Constitution, « le but de l'éducation – mission essentielle de l'État – est la formation morale, intellectuelle, professionnelle et physique des Grecs, le développement de leur conscience nationale et religieuse²¹ et leur épanouissement comme citoyens libres et responsables »²². Enfin, par la loi de 1985 (votée paradoxalement sous un gouvernement socialiste moins bienveillant pour l'Église), la norme orthodoxe dans l'enseignement religieux et l'exigence de la formation d'une conscience spécifiquement orthodoxe en accord avec la théologie de l'Église²³ furent consolidées. Pour la première fois, le système d'éducation a pris en charge le développement de la conscience religieuse des élèves, selon la théologie de l'Église orthodoxe. Ainsi, ces dispositifs supposent que la majorité orthodoxe de la population grecque souhaite la transmission à ses enfants d'une culture spécifiquement orthodoxe²⁴. Pourtant, dans le même temps, par l'article 13, le respect de la liberté religieuse des élèves non-orthodoxes a été assuré (partie iv).

17. Koliopoulos/Veremis 2002.

18. Il existe aussi une trentaine d'écoles ecclésiastiques sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale pour l'initiation des élèves à la vie spirituelle et leur formation en tant que membres du clergé; l'Église de Grèce n'a aucune école qui lui appartienne, sauf quelques écoles pour le catéchisme du dimanche.

19. Nikas 1991, Chrysogonos, 1999, Konidaris 1998, Sotirelis 1998.

20. Nikas, 1991; Sotirelis, 1998.

21. Après le retour de la démocratie, on proposa de supprimer la référence à l'idéal helléno-chrétien existant lors de la dictature, dans le texte de la nouvelle constitution de 1975. Mais, dans le texte final le terme « religieux » fut ajouté à côté de la référence « conscience nationale » (Cf. Konidaris 1998).

22. Sotirelis 1998, Argyriou 1992, p. 45.

23. Konidaris 1998.

24. Nikas 1991, Dimitropoulos 1997. On note le cas d'un élève orthodoxe dans une école secondaire en 1994 : il avait refusé de participer à la prière matinale et était accusé de se moquer de l'orthodoxie pendant le cours de religion. L'affaire fit l'objet d'un procès en 1995 et la décision du tribunal fut significative pour l'évolution du caractère obligatoire et du contenu orthodoxe de l'enseignement religieux (Dimitropoulos 1997, Sotirelis 1998, Chrysogonos 1999, Konidaris 1998), notamment la possibilité pour un élève de se faire dispenser du cours de religion sans devoir préciser sa religion.

LES EXPRESSIONS ACTUELLES DE LA RELIGION À L'ÉCOLE

Après l'indépendance, au moment de la construction de l'État, l'enseignement religieux fut surtout un instrument de formation morale et d'éthique. Il a ensuite évolué vers un renforcement progressif de la transmission de la doctrine orthodoxe par quelques améliorations dans les méthodes pédagogiques, sans changer vraiment le contenu de l'enseignement²⁵. Le cours de religion de deux heures par semaine fut rendu obligatoire pour le primaire et le secondaire dès la première Constitution de l'État grec et la mise en place du système éducatif par les lois de 1834 et 1836²⁶.

Aujourd'hui, la religion est enseignée en tant que telle dans le cadre d'un cours de religion obligatoire pour l'ensemble des élèves orthodoxes dans le cycle primaire et secondaire tant dans le secteur public que dans le privé (loi de 1985). Il s'agit d'un enseignement religieux de deux heures par semaine pour le primaire et pour les trois premières années du secondaire (*gymnasio*) et d'une heure dans les dernières années du secondaire (*lykeio*)²⁷. Jusqu'en 1904, le cours de religion était donné par des maîtres de littérature, mais depuis 1905, ces enseignants sont remplacés par des instituteurs dans le primaire et des théologiens diplômés de la faculté de théologie dans le secondaire²⁸. Le programme d'instruction religieuse et la rédaction des manuels de cours de religion sont établis par le ministère de l'Éducation nationale en collaboration avec l'Institut pédagogique (organisme consultatif du ministère). De même, les enseignants du cours de religion sont nommés par l'État, et non par l'Église. Si l'Église n'a formellement pas voix au chapitre pour le programme d'études ni pour les manuels, pas plus que pour les enseignants, elle est pourtant régulièrement tenue au courant, à titre officieux, par l'Institut pédagogique, du contenu des manuels d'enseignement religieux ainsi que des questions éducatives plus larges²⁹. Ceci évite des frictions avec le ministère de l'Éducation. Il est courant que l'Église donne son avis au ministre de l'Éducation Nationale sur telle ou telle proposition³⁰, qui décide ensuite de façon discrétionnaire si les positions de l'Église seront prises en compte.

Depuis 1985 (pour le secondaire) et 1992 (pour le primaire), le contenu et l'orientation de l'enseignement religieux ont évolué vers un caractère dit plus « gnostique » et moins dogmatique : les élèves sont invités à connaître de près les

25. Argyriou 1992, Perselis 2000.

26. Nikas 1991, Argyriou 1992.

27. Nikas 1991, Institut Pédagogique/Ministère de l'Éducation nationale 2003/2004.

28. Nikas 1991, Argyriou 1992.

29. Institut pédagogique 2003/2004.

30. Par exemple, en 1997, l'Archevêque avait notifié au ministre de l'Éducation nationale son mépris quant aux propositions de l'Institut Pédagogique visant à diminuer le nombre d'heures du cours de religion ; il insistait sur l'orthodoxie en tant que source essentielle de l'identité spirituelle et culturelle des grecs (*Synaxi* 1998).

coutumes et les traditions nationales dont les rites et les fêtes orthodoxes sont un élément incontournable. Par exemple, le manuel de la quatrième année du secondaire indique que « nous allons apprendre ce que l'Église nous propose au travers du culte et ce que nous pouvons faire pour mettre en valeur sa contribution. Certains ne se réjouissent pas de la beauté du culte divin parce qu'ils n'ont pas pu le connaître ou le vivre comme des chrétiens fidèles. Notre manuel pourra nous montrer cette beauté divine au sujet des fêtes de l'Église, de ses rites et de la liturgie du dimanche » (p. 7). Ainsi, malgré quelques changements (surtout dans les manuels et le programme analytique d'enseignement religieux du primaire en 1992), le cours de religion, dans son ensemble, reste fortement marqué par la dominante orthodoxe. Il ne s'agit pas d'une approche sociologique ou historique du fait religieux, mais d'une approche plutôt théologique et surtout « monophone » de la religion orthodoxe³¹.

Cette approche orthodoxe du christianisme et de la société se voit dans les manuels du cours de religion. La couverture et les titres de l'ensemble des manuels du primaire et du secondaire illustrent une thématique centrée sur le Christ (dans le primaire) et le christianisme, mais toujours dans une perspective orthodoxe (dans le secondaire). On note une abondance d'éléments visuels, avec une focalisation particulière sur l'iconographie byzantine. Dans le secondaire, les manuels ont une approche plus historique du christianisme, notamment par l'Ancien et le Nouveau Testament et l'histoire de l'Église, avant de devenir progressivement plus catéchétique, par la transmission des valeurs chrétiennes, voire orthodoxes, appliquées aux grandes questions de société (sectes, athéisme, mariage civil, suicide, avortement, drogue, exclusion sociale, bioéthique, etc.). Ainsi, d'une manière générale, il n'y a pas de distinction entre le discours de la foi et les faits historiques. À titre d'exemple, citons un extrait représentatif de l'introduction du manuel de deuxième année du secondaire, intitulé *Jésus Christ, le nouveau monde de Dieu et nous* : « Jésus Christ est le Dieu qui est venu sur la terre et qui est devenu homme pour nous rencontrer. Il a marché parmi nous et il nous a parlé. Il a participé à notre vie. Il a lutté pour révéler son nouveau monde, celui du règne de Dieu. Une bonne voie pour rencontrer Jésus est de se pencher sur le livre qui nous parle de lui, de sa vie et de son œuvre. Ce livre est le Nouveau Testament, l'Évangile » (p. 9).

Plusieurs manuels d'histoire, en Grèce, ont une forte tendance ethnocentrique, y compris en mettant l'accent sur le lien continu entre hellénisme et

31. Chrysogonos, 1999, Sotirelis 1998. À titre d'exemple, voici les objectifs de l'enseignement religieux dans le secondaire, fixés par le ministère de l'Éducation nationale pour l'année scolaire 2001-2002 ; ils sont en principe encore valables aujourd'hui : « transmettre aux élèves le phénomène religieux ; leur faire connaître le christianisme, en particulier l'orthodoxie, afin qu'ils puissent s'y situer d'une façon responsable ; mettre en valeur le cours afin que les élèves puissent prendre conscience du message libérateur de l'Évangile ; cultiver l'éthique et la personnalité des élèves et les sensibiliser à la société contemporaine afin qu'ils puissent prendre position sur les problèmes de société ».

orthodoxie³². De ce fait, les autres dénominations chrétiennes occupent une place limitée dans les manuels de religion : le dernier chapitre du manuel de troisième année du secondaire se réfère au catholicisme et au protestantisme. Ce n'est qu'à la cinquième année du secondaire qu'il est fait place aux autres religions – et pas avant la deuxième partie de l'année. Ce manuel se réfère aux doctrines, aux rites et aux textes sacrés des grandes religions, notamment aux religions de la Grèce antique, aux religions africaines, aux trois monothéismes, à l'hindouisme, au bouddhisme et aux religions de la Chine (taoïsme et confucianisme) et du Japon (shintoïsme). Selon l'Institut pédagogique, les élèves ne peuvent comprendre et saisir l'essentiel des autres religions qu'à partir d'un âge avancé (après quinze ans)³³. Quant à une approche plus systématique et plus significative des autres religions (chrétiennes et non chrétiennes), elle ne peut au bout du compte, en faisant progresser la notion de diversité des consciences religieuses dans le monde, que mettre en valeur, pour les élèves, la spécificité de l'orthodoxie.

Au-delà du cours de religion, la formation religieuse des élèves comprend la prière collective dans les locaux de l'école, avant le début des cours, ainsi que la participation collective à la messe à l'église (les élèves sont accompagnés par les enseignants) pendant les fêtes religieuses, à la discrétion des chefs d'établissements (trois fois par an au minimum)³⁴. Par ailleurs, il est traditionnel d'inviter des membres du clergé à donner leur bénédiction aux élèves et aux enseignants en début d'année scolaire.

QUELLE PLACE POUR LES NON-ORTHODOXES ?

Jusqu'à la fin 2002, seuls les enseignants orthodoxes étaient autorisés à donner le cours de religion. Les enseignants non orthodoxes (catholiques, musulmans, juifs, etc.) ne sont donc pas considérés comme qualifiés pour enseigner la religion mais ils sont autorisés, selon la loi 1566/85, à enseigner la religion non orthodoxe dans des établissements spéciaux avec une forte concentration de minorités religieuses, (catholiques aux Cyclades et musulmans dans le nord)³⁵. Désormais, conformément à l'article 13 de la Constitution sur le respect de la liberté de conscience et à la loi de 2002 sur la protection du secret des données personnelles, les enseignants non orthodoxes sont autorisés à enseigner l'ensemble des cours de religion, même orthodoxe sauf si eux-mêmes ne souhaitent pas enseigner un cours de religion qui pourrait être

32. Frangoudaki/Dragona 1997.

33. Institut pédagogique 2003/2004.

34. Sotirelis 1998.

35. Sotirelis 1998, ministère de l'Éducation 2003, Tsakalidis 2000.

contraire à leurs convictions religieuses personnelles³⁶. Évidemment, cette décision est laissée à la discrétion du ministère de l'Éducation nationale. À lui de faire appliquer ces changements en matière de désignation des non orthodoxes pour l'enseignement religieux dans le secteur public. Il faudra voir dans les prochaines années ce qui se passera sur le terrain.

Selon des témoignages de chefs d'établissements, la grande majorité des élèves participe au cours de religion³⁷. Pourtant, dès les années soixante-dix, et d'après l'article 13 de la Constitution et la loi de 2002, les élèves non orthodoxes, y compris les Témoins de Jéhovah, sont exemptés du cours de religion, des séances de prière et de la participation collective à la messe³⁸. Dans cette logique d'une transmission automatique de la foi orthodoxe aux élèves (orthodoxes), la liberté religieuse de ces élèves, en ce qui concerne leur droit de pratiquer ou de ne pas pratiquer leur religion à l'école, n'est pas vraiment respectée, même si cela est contraire à l'article 13 de la Constitution sur la liberté religieuse³⁹. Afin d'obtenir une dispense, les deux parents des élèves (pour les moins de quinze ans) ou l'élève lui-même (s'il a plus de quinze ans) sont obligés de faire une demande écrite auprès du chef d'établissement déclarant que l'élève concerné est athée, non-orthodoxe ou non-chrétien. Dans cette demande, jusqu'à la fin de 2002, les parents devaient impérativement déclarer leur religion. Désormais, et conformément l'article 2 et 13 de la Constitution et à la loi de 2002⁴⁰, cette mention obligatoire est supprimée. La demande doit simplement indiquer que l'élève n'est pas orthodoxe⁴¹. Les demandes de dispense du cours de religion restent rares et on ne peut donc savoir dans quelle mesure elles augmenteront, au cours des années à venir, ou si les chefs d'établissements voudront vérifier les croyances religieuses de l'élève ou des parents⁴². Puisqu'il n'existe pas de dispositifs pour un autre type d'enseignement, les élèves exemptés sont simplement autorisés à rester au sein des locaux de l'école, dans un lieu spécifique (par exemple, la bibliothèque ou la salle de gymnastique, selon l'avis du chef d'établissement). L'exemption du cours de religion et de la prière matinale des élèves pour la plupart non orthodoxes et l'absence d'un cours alternatif peuvent poser des problèmes puisqu'une telle séparation entre élèves peut contribuer à leur mise à l'écart en tant qu'individus différents de la majorité orthodoxe.

36. *Eleftherotypia*, 13 novembre 2002, 30 novembre 2002 ; *To Vima* 8 décembre 2002 ; *Ta Nea*, 12 novembre 2002 ; Institut pédagogique 2003/2004).

37. Institut pédagogique 2003/2004.

38. Nikas 1991, Tsakalidis, 2000.

39. Dimitropoulos 1997.

40. De même, la mention religieuse de l'élève qui était traditionnelle sur le diplôme de l'école est maintenant supprimée.

41. Sotiirelis, 1998, 1999 ; Institut Pédagogique, 2003/2004 ; *Eleftherotypia*, 3, 5, 18 septembre 2002, 30 novembre 2002 ; *Ta Nea*, 30 septembre 2002, 12 novembre 2002.

42. Chrysogonos 1999.

Le cas spécifique des élèves musulmans d'origine turque en Thrace, au nord de la Grèce, est réglé par le traité de Lausanne de 1923 qui stipule l'obligation, pour la Grèce et la Turquie, de préserver la liberté religieuse, linguistique et éducative des minorités religieuses, tant des musulmans d'origine turque en Grèce que des orthodoxes d'origine grecque en Turquie. Les communautés turques en Thrace sont un groupe très homogène et marginalisé de la société grecque⁴³. Ainsi, 99 % des élèves turcs sont scolarisés dans des écoles autonomes spéciales. La maîtrise de la langue grecque par les élèves turcs est très faible⁴⁴. C'est pourquoi le ministère de l'Éducation a développé, entre 1997 et 2000, un nouveau programme pour les élèves musulmans d'origine turque avec des programmes d'études nouveaux et des manuels mieux adaptés. Il a en outre amélioré la formation des enseignants⁴⁵.

Il ne s'agit pas ici d'une analyse de l'éducation interculturelle et de la scolarisation des minorités en Grèce. Il faut retenir qu'en principe, jusqu'aux années soixante-dix, la politique grecque en matière d'éducation vis-à-vis des élèves étrangers et des élèves de la minorité turque était marquée par une approche au cas par cas. Les difficultés principales dans la mise en place des politiques et des pratiques éducatives vis-à-vis des élèves d'origine étrangère portent sur les problèmes posés par l'intégration d'immigrés de pays européens sans réelle adaptation aux réalités grecques, sur le développement des approches éducatives pour les élèves dits «étrangers» (sans approche d'éducation interculturelle), sur les variations locales dans l'application de la législation et sur les insuffisances des programmes d'études, des matériels pédagogiques et du personnel éducatif. Ces difficultés sont amplifiées par un contexte socioculturel grec fortement marqué par l'identification entre citoyenneté grecque et orthodoxie et l'indifférence ou même la méfiance d'une partie de la population grecque à l'égard des élèves étrangers ou non orthodoxes, en particulier musulmans.

Pourtant, il faut signaler des ouvertures vers une meilleure prise en compte de la diversité culturelle, ethnique et religieuse des élèves scolarisés dans l'espace scolaire grec. Notons la loi et les initiatives de 1996 du ministère de l'Éducation nationale sur l'éducation interculturelle (*diapolitismiki ekpaidefsi*), qui introduisent une meilleure prise en compte par les enfants et les enseignants de la diversité culturelle et ethnique, y compris de la religion et de la langue⁴⁶. Il s'agit de programmes d'éducation interculturelle spécifiquement destinés aux élèves d'origine tsigane et étrangère et aux Grecs rapatriés, avec la création de vingt-six établissements, dits «interculturels». Le nombre d'élèves de ce type doit obligatoirement y être d'au moins 45 %⁴⁷.

43. Meinardus 2002.

44. Kavakidou 1997.

45. <http://www.ecd.uoa.gr/museduc/>.

46. Damanakis 1998.

47. <http://ypepth.gr/>

La Grèce est obligée de faire face aux enjeux posés par la diversification de sa société, comme la plupart des pays européens. Face à cette pluralisation religieuse, il faudra bien que l'espace scolaire grec se confronte aux enjeux divers nés de la conjugaison de l'unité orthodoxe et de la pluralité non orthodoxe.

Parmi ces défis figurent l'éducation religieuse en Grèce et le respect de la liberté de conscience et des convictions religieuses, la reconnaissance de la différence ethnique et religieuse – et même de l'indifférence religieuse – de l'ensemble des élèves (orthodoxes et non-orthodoxes). Dans un premier temps, cela concerne surtout la libéralisation des exemptions du cours de religion tel qu'il est aujourd'hui. Ce serait déjà une reconnaissance progressive de la différence ethnique et religieuse des élèves mais cela ne va pas assez loin aujourd'hui. Dans un deuxième temps, avec l'augmentation du nombre des élèves non orthodoxes scolarisés⁴⁸, l'espace scolaire grec devra se confronter à la question d'une éventuelle évolution du cours de religion vers une approche plus historique, plus neutre et plus inclusive du fait religieux dans son ensemble (y compris des autres religions). Cette nouvelle thématique visera, à partir de l'année scolaire 2005-2006, à sensibiliser et à encourager les élèves à réfléchir aux structures multiculturelles et multireligieuses des sociétés contemporaines, au nécessaire dialogue interreligieux. Cela peut sensibiliser les élèves grecs à la question des différences ethniques, culturelles et religieuses⁴⁹. Pourtant, compte tenu de la position de l'Église en la matière et de sa crainte des conséquences sur l'unité de la nation grecque, on envisage de continuer à identifier hellénisme et christianisme, grécité et orthodoxie, dans une nouvelle formulation de l'enseignement religieux grec. La hiérarchie implicite des religions persistera, l'orthodoxie figurant en première place.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALIVIZATOS N. (1999) : « A New Role for the Greek Church? », *Journal of Modern Greek Studies* 17, pp. 23-40.

ANGELOU A. (1997) : *To krypho scholeio. Chroniko enos mythou* [L'école secrète, chronique d'un mythe], Athènes : Estia.

ARGYRIOU A. (1992) : « Orthodoxie et école. Le modèle grec », *Le Supplément* 181 (juillet), pp. 39-51.

48. Selon des statistiques du Ministère de l'Éducation Nationale, pendant l'année scolaire 1999-2000, 13,3 % des élèves dans le primaire étaient des élèves aux « caractéristiques ethniques et culturelles différentes » de la norme grecque (Cf. *To Vima*, 6 janvier 2002).

49. *Diathematiko Eniaio Plaisio Programmatos Spoudon*/DEPPS - Institut pédagogique 2003.

CHRYSOOGONOS K. (1999): « Thriskeftiki ekpaidefsi kai epikratousa thriskeia » [Éducation religieuse et la religion dominante], *To Syntagma*, 6.

CLOGG R. (éd.) (2002): *Minorities in Greece. Aspects of a Plural Society*, London, Hurst and Co., pp. 64-80.

DAMANAKIS M. (1998): *I ekpaidefsi ton palinostounton kai allodapon mathiton* [L'éducation des élèves étrangers], Athènes : Gutenberg.

DANOS A. (2002): « Nikolaos Gyzis's The Secret School and an Ongoing National Discourse », *Nineteenth-Century Art Worldwide*, 1, (2), automne, www.19thc-artworldwide.org/autumn_02/articles (17/01/2003).

DIMITROPOULOS P. (1997): « I anaptyxi tis thriskeftikis syneidisis ton mathiton kata to arthro 16.2, ta dikaionomata ton goneon kai i 'epikratousa' thriskeia » [Le développement de la conscience religieuse des élèves selon l'article 16.2, les droits des parents et la « religion dominante »], in N. Chlephas et P. Dimitropoulos (éds.), *Zitimata Thriskeftikis Eleftherias ston choro tis ekpaidefsis* [Questions de liberté religieuse dans le domaine de l'éducation], Athènes : Sakkoulas, pp. 55-102.

DUBISCH J. (1990): « Pilgrimage and Popular Religion at a Greek Holy Shrine », in *Religion, Orthodoxy and Popular Faith in European Society*, Badone E. (éd.), Princeton, NJ : Princeton University Press, pp. 112-139.

FRANGOUDAKI A. et DRAGONA T. (éds.) (1997): *Ti einai i patrida mas? Ethnokentrismos kai Ekpaidefsi* [Qu'est-ce notre patrie? Ethnocentrisme et éducation], Athènes : Alexandria.

GOTSIS Ch., METALLINOS G., FILIAS G.: *Orthodoxi Pisti kai Latreia* [La foi et le culte orthodoxes], Athènes : OEDB/Ministère de l'Éducation Nationale.

GRIZOPOULOU O., KAZLARI P., BARLOS A., TSANAKAS G., *O Isous Christos, o kainourgios kosmos tou theou kai emeis* [Jésus Christ, le nouveau monde de Dieu et nous], Athènes : OEDB/Ministère de l'Éducation nationale.

HALMAN L. (2001): *The European Values Study: a Third Wave*, Tilburg, EVS, WORC, Tilburg University.

Institut pédagogique/Ministère de l'Éducation nationale (2003/2004): Entretien de l'auteur avec Z. Pliakou, octobre et avril.

Institut pédagogique/Ministère de l'Éducation nationale (2003): *Diathematiko Eniaio Plaisio Programmatos Spoudon* [Cadre inter-thématique du programme d'études], www.pi-schools.gr (mars 2003).

KAKRIDIS F. (1998): « Mythos i thrylos to Krypho Scholeio » [Mythe ou légende, l'École Secrète], *To Vima*, 22 février.

KAVAKIDOU E. (1997): *I Ekpaidefsi sti mousoulmaniki meionotita tis Dytikis Thrakis* [L'éducation de la minorité musulmane en Thrace], Athènes : Ellinika Grammata.

KOKOSALAKIS N. (1996): « Orthodoxie grecque, modernité et politique », in G. Davie et D. Hervieu-Léger, éd., *Identités religieuses en Europe*, Paris : La Découverte, pp. 131-151.

KOKOSALAKIS N. (1995): « Icons and Non-Verbal Religion in the Orthodox Tradition », *Social Compass* 42 (4), pp. 433-449.

KOLIOPOULOS J., VEREMIS T. (2002): *Greece: The Modern Sequel. From 1831 to the Present*. Londres : Hurst & Co.

KONIDARIS I. (1998): « I syntagmatiki epitagi gia anaptyxi tis thriskeftikis syneidiseos. To thesmiko plaisio » [Le mandat constitutionnel pour le développement de la conscience religieuse. Le cadre législatif], *Synaxi*, n° 66, pp. 30-38.

KONIDARIS Ioannis (2003): « The Legal Parameters of Church and State Relations in Greece », in *Greece in the Twentieth Century*, Couloumbis T., Kariotis T. et Bellou F. (éds.), London : Frank Cass, pp. 223-235.

KONIDARIS I. (1999): *Themeliodis Diataxeis Scheseon Kratous-Ekklesias* [Dispositifs fondamentaux des relations Église-État]. Athènes : Sakkoulas.

LAMBERT Yves (2002): « Religion : l'Europe à un tournant », *Futuribles*, no. 277, pp. 129-159.

LIAKOS A. (1998): « Einai mythos to 'krypho scholeio'? » [Est-ce un mythe, l'« école secrète »?], *To Vima*, 8 mars.

MAKRIDES V. (1998): « Byzantium in Contemporary Greece: the Neo-Orthodox current of ideas », in D. Ricks et P. Magdalaino, éd., *Byzantium and the Modern Greek Identity*, Aldershot, Hampshire : Ashgate, pp. 141-153.

MAKRIDES V. (1994): « La tension entre tradition et modernité en Grèce », in J. Baubérot, éd., *Religions et laïcité dans l'Europe des douze*, Paris : Syros, pp. 73-81.

MAKRIDES V. (1991): « Orthodoxy as a *conditio sine qua non*: Religion and State/Politics in Modern Greece from a Socio-Historical Perspective », *Ostkirchliche Studien* 40, pp. 281-305.

MEINARDUS R. (2002): « Muslims: Turks, Pomaks and Gypsies », in *Minorities in Greece. Aspects of a Plural Society*, Richard Clogg (éd.), London : Hurst and Co., pp. 81-93.

MOLOKOTOS-LIEDERMAN L. (2003): « Identity Crisis: Greece, Orthodoxy and the European Union », *Journal of Contemporary Religion* 18 (3), pp. 291-315.

NIKAS A. (1991): *Ekklesia kai Paideia* [Église et éducation]. Athènes.

PAPASTATHIS C. (1999): « La République hellénique », in B. Basdevant-Gaudemet et F. Messner, éd., *Les Origines Historiques du Statut des Confessions Religieuses dans les Pays de l'Union Européenne*, Paris : Presses Universitaires de France, pp. 207-221.

PERSELIS E. (1997): *Exousia kai Thriskeftiki Agogi stin Ellada tou 19ou Aiona* [Pouvoir et instruction religieuse dans la Grèce du 19^e siècle], Athènes : Grigoris.

PERSELIS E. (2000): *Scholiki Thriskeftiki Agogi* [L'instruction scolaire religieuse], Athènes : Grigoris.

PETROU I. (1992): *Ekklesia kai Politiki* [L'église et la politique], Thessaloniki, Grèce : Ekdotikos Oikos Kyriakidi.

POLLIS A. (1999): *Ellada : Ena Provlimatiko Kosmiko Kratos* [Grèce : Un pays laïque problématique], in *Nomika Zitimata Thriskeftikis Eterotitas*, Christopoulos, Dimitris (éd.), Athènes : Ekdoseis Kritiki, pp. 167-197.

SOTIRELIS Y. (1998): *Thriskia kai Ekpaidefsi : apo ton Katichitismo stin Polyfonia* [Religion et éducation : du catéchisme à la polyphonie], Kommotini, Grèce : Sakkoulas.

SOTIRELIS Y. (1999): « O Horismos kratous-ekklesias: I anatheorisi pou den egine... » [La séparation Église-État : la révision qui n'a pas eu lieu], in D. Christopoulos, éd., *Nomika Zitimata Thriskeftikis Eterotitas* [Questions juridiques sur l'altérité religieuse], pp. 19-79. Athènes : Kritiki.

Synaxi (1998): « Mathima thriskeftikon. Aitima paideias i syntechnias? » [Le cours des religions. Question pédagogique ou communautaire?], n° 66.

TSAKALIDIS G. (2000): « Greece », in P. Schreiner, éd., *Religious Education in Europe. A collection of basic information about RE in European countries*, Münster, Allemagne : Comenius Institut.

<http://isocrates.gr/>

<http://ypepth.gr/>

<http://www.ecd.uoa.gr/museduc/>